

LES IMPÔTS DES PROVINCES CONSOMMATRICES

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lorsque nous passons à la station-service, les impôts représentant les deux tiers de ce que nous payons et le prix du pétrole brut seulement un huitième. Étant donné que le gouvernement fédéral a des accords avec les provinces productrices à propos du prix du brut, pourquoi n'a-t-il pas entamé des discussions avec les provinces consommatrices à propos de leurs taxes qui, de toute évidence, ont un effet beaucoup plus important sur les consommateurs que le prix du brut lui-même?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je suis heureux que le député confirme que les provinces consommatrices ajoutent aux prix par les taxes qu'elles imposent. Dans certains cas, et je pense en particulier à ma propre province, le Québec et sa taxe «ascenseur», c'est l'élément principal du prix. Je dis cela, pour confirmer qu'il y a eu une augmentation aujourd'hui du prix de 2.7 à 3c. le litre. Mais, le député a oublié de mentionner qu'il y a eu une diminution de 2.5c. le litre le 1^{er} janvier. Par conséquent, l'augmentation nette, depuis l'automne dernier, n'est que de ½c. le litre.

* * *

● (1420)

L'ÉCONOMIE

LES PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Statistique Canada a confirmé hier que 1982 avait été la pire année pour notre économie depuis la grande crise. Par ailleurs, puisque le gouvernement prévoit que ses dépenses augmenteront de 17 p. 100 et vu que le déficit budgétaire est évalué à 29 milliards de dollars, le ministre ne peut rien dépenser pour mettre sur pied des programmes de création d'emplois. Le gouvernement est à court d'argent. Le ministre peut-il donner aux 1.6 million de Canadiens en chômage le moindre espoir que son budget proposera quelque chose de nouveau pour les aider à se trouver un emploi?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Oui, madame le Président, je peux certainement leur donner de l'espoir.

M. Wilson: Madame le Président, cette réponse en soi ne peut donner aucun espoir aux Canadiens. Ils n'auront que plus d'inquiétude à propos de ce que leur réserve l'avenir.

ON DEMANDE DE STIMULER LE SECTEUR DE LA PETITE ENTREPRISE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse elle aussi au

Questions orales

ministre des Finances. Statistique Canada a en outre révélé hier que les investissements dans de nouvelles usines et du nouveau matériel baisseraient de 14 p. 100 cette année. Les investissements ont baissé d'à peu près autant l'année dernière. Cette baisse énorme des montants investis dans les usines et le matériel veut dire que de nouveaux chômeurs viendront s'ajouter aux 1.6 million de Canadiens qui sont déjà sans travail.

Le ministre pourrait-il promettre à la Chambre que tout stimulant prévu dans le prochain budget visera surtout le secteur de la petite entreprise qui a jusqu'ici créé les deux tiers des emplois au Canada et qui a été si durement touché par le budget de 1981 présenté par son collègue, l'ancien ministre des Finances?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je sais que, comme tout bon conservateur, mon honorable ami ne songe qu'au passé. Je l'invite à tourner son regard vers l'avenir et à se rendre compte qu'à l'heure actuelle, tous les économistes et analystes du monde des affaires et du domaine économique estiment que tout indique que le Canada est sur la voie de la reprise et que l'économie nationale pourrait connaître une expansion sensible en 1983. Bien entendu, les économistes et les autres experts ne prévoient pas tous le même taux de croissance, mais tous pensent qu'il sera positif.

Quant à ce qu'a dit mon honorable ami au sujet de la petite entreprise, je lui rappelle que j'ai reçu deux fois en audience les représentants de la petite entreprise et que j'ai aussi eu quelques réunions avec les représentants du monde des affaires en général. Les problèmes de petites et moyennes entreprises et l'importance de leur rôle m'ont été exposés à maintes reprises. Pour ma part, je suis convaincu que ce secteur contribuera beaucoup à la reprise économique au Canada. J'ai l'intention d'accorder beaucoup d'importance à la situation des petites et moyennes entreprises dans notre économie en préparant mon budget et j'espère que mon honorable ami approuvera les mesures que je proposerai à cet égard.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LE PRIX DU PÉTROLE CANADIEN

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Le 18 septembre, l'ancien ministre de l'Énergie a garanti aux Canadiens que le prix du pétrole conventionnel produit au Canada, qui représente 90 p. 100 de notre production, ne dépasserait jamais 75 p. 100 du prix international. Hier, le premier ministre a discuté avec le premier ministre de l'Alberta. Le premier ministre peut-il certifier aux Canadiens que le gouvernement tiendra sa promesse sur le prix du pétrole, pour que les prix canadiens diminuent si les prix mondiaux continuent à baisser.